

ROYAUME DE BELGIQUE

Conseil d'Etat - Raad van State

KONINKRIJK BELGIE

735/1

14 JAN 1949

M. Bureau

Coordination

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de
législation, première chambre,

De RAAD VAN STATE, afdeling wet-
geving, eerste kamer,

saisi par le Ministre de la
Justice

verzoekt door de Minister van Jus-
titie

le 7 janvier 1949
d'une demande d'avis
sur

op 7e Januari 1949, hem
van advies te dienen over een
wetsontwerp tot wijziging van de ar-
ticles 218 en 219 van de wet van
10 Juni 1847 op de rechterlijke in-
richting, betreffende de verhoudingen
twee te kennen van de plaatsvervangende
de magistraten

un projet de loi modifiant
les articles 218 et 219 de la
loi du 10 juin 1847 sur l'orga-
nisation judiciaire, relative aux
indemnités à accorder aux ma-
gistrats suppléants

a donné en sa séance du

heeft ter zitting van

11 janvier 1949
l'avis suivant :

11 Januari 1949
het volgend advies gegeven :

I.

Le Conseil d'Etat estime qu'il est préférable de rédiger un article séparé pour chacun des articles 228 et 229 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

II.

En ce qui concerne le nouvel article 228 (à prévoir dans l'article 1er du projet).

Le projet cherche à fusionner dans cet article les dispositions contenues dans les anciens articles 228 et 229, qui prévoyaient tous deux le cas de vacance de la place ainsi que la perception, par le suppléant, en pareil cas, de la moitié du traitement.

Toutefois, une différence importante existait entre les deux articles anciens.

L'article 228 comportait la mention "pendant la durée de leur délégation", qui ne se retrouve pas dans l'article 229.

Il résulte de cette différence que, sous l'empire de la législation actuelle, les juges de paix suppléants touchent la moitié du traitement de plein droit, à partir du jour où, la vacance étant venue à se produire, ils remplissent effectivement les fonctions de juges de paix, alors que les juges suppléants de première instance ne touchent cette moitié qu'à partir de la délégation dont ils ont fait l'objet (Session 1947-1948, Sénat, Rapport de la Commission de la Justice, Doc. parl. n° 24).

Le projet prévoit, dans le nouvel article 228, qu'en cas de vacance et s'il y a délégation, le suppléant recevra la moitié du traitement, qu'il s'agisse d'un juge de paix suppléant ou d'un juge suppléant au tribunal de première instance.

Etant donné que la loi ne désigne pas l'autorité qui délèguerait le juge de paix suppléant (l'article 229 ancien ne prévoyait pas pareille délégation), le Conseil d'Etat estime qu'il vaudrait mieux supprimer dans le texte du projet les mots "pendant la durée de leur délégation".

La modification ainsi proposée aurait pour résultat d'unifier le régime applicable aux deux catégories de juges, en ce sens que les uns et les autres toucheraient la moitié du traitement, à partir du jour où ils remplissent effectivement des fonctions vacantes.

III.

Des vacances peuvent se produire non seulement lorsqu'une des éventualités énumérées à l'alinéa 2 de l'article 229 du projet se réalise, mais également lorsqu'un magistrat est déchu et, pour les magistrats des parquets, lorsqu'il est démis ou révoqué.

IV.

La loi du 20 juillet 1926 n'est pas exclusivement applicable aux seules justices de paix. En conséquence, le Conseil d'Etat estime qu'il est préférable de substituer le mot "magistrat" aux mots "juge de paix" à l'alinéa 2 du nouvel article 229.

L'exposé des motifs ne contenant, au sujet des justices de paix, qu'une affirmation de pur fait, la modification proposée est conforme aux intentions du gouvernement.

V.

L'article 3 du projet reproduit l'article 3 de la loi du 21 février 1948.

La rétroactivité déjà prévue dans cette dernière loi a été justifiée par la nécessité d'allouer une indemnité aux magistrats qui ont exercé des fonctions de suppléant depuis la libération, sans pouvoir légalement prétendre à cette indemnité. (Session 1947-1948 Sénat, Rapport de la Commission de la Justice, Doc.parl. n° 24; Chambre, Rapport, Doc.parl. n° 131).

VI.

Aux termes du projet, le Ministre de la Justice fixera les modalités d'application de l'article 229.

Une telle disposition, ni en fait ni en droit, n'est en contradiction avec le pouvoir de réglementation générale que le Roi tient de l'article 67 de la Constitution.

Comportant une délégation de matière, strictement délimitée, elle reste dans les normes d'une interprétation dont on trouve de nombreux exemples dans le droit public belge.

VII.

La loi du 21 février 1948 a créé deux sortes d'indemnités : "une indemnité mensuelle proportionnelle" pour le magistrat suppléant qui ne remplit pas toutes les fonctions du magistrat effectif (article 1er) et une indemnité égale à la moitié du traitement affecté à la fonction du magistrat suppléé pour le suppléant qui remplit toutes les fonctions de l'effectif (article 2).

Afin d'établir un texte plus claire, le Conseil d'Etat propose de désigner ces indemnités par leur nature, en reprenant à la loi du 21 février 1948 le terme "indemnité proportionnelle" pour l'une et en qualifiant l'autre d' "indemnité forfaitaire", dénomination qui correspond à la nature de l'indemnité créée par le susdit article 2.

Pour le surplus, le Conseil d'Etat estime qu'il y a lieu d'apporter au projet quelques modifications de forme, reprises au texte proposé ci-après :

PROJET DE LOI MODIFIANT LES ARTICLES 228 ET 229 DE LA LOI
DU 18 JUIN 1869 SUR L'ORGANISATION JUDICIAIRE, RELATIFS AUX
INDEMNITES A ACCORDER AUX MAGISTRATS SUPPLEANTS

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Le Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

Article 1er -

L'article 228 de la loi du 18 juin 1869, sur l'organisation judiciaire est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 228 - En cas de vacance, le juge suppléant appelé à remplir momentanément les fonctions de juge ou de substitut, et le juge de paix suppléant appelé à remplir momentanément les fonctions de juge de paix touchent la moitié du traitement affecté à ces fonctions."

Article 2 -

L'article 229 de la même loi, modifié par l'arrêté royal du 13 juillet 1933 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 229 -

Le magistrat suppléant a droit, dans les conditions ci-après déterminées, à une indemnité mensuelle :

- 1° lorsqu'il remplace un titulaire délégué à d'autres fonctions;
- 2° lorsqu'il remplace un titulaire autorisé à accepter un poste dans la magistrature de la Colonie en exécution de l'article 33, § 2 de la loi du 18 octobre 1908 modifié par l'article 1er de la loi du 18 mai 1929;
- 3° lorsqu'il remplace un titulaire nommé à d'autres fonctions, mis à la retraite, démissionnaire, démis, révoqué, déchu ou décédé, dans le cas où la loi du 20 juillet 1926 portant surséance à certaines nominations judiciaires ne permet pas de nominations.

L'indemnité mensuelle est proportionnelle aux prestations fournies lorsque le magistrat suppléant, durant trois mois consécutifs au moins, remplit régulièrement des fonctions de magistrat effectif.

L'indemnité mensuelle est forfaitaire et fixée à la moitié du traitement affecté à la fonction du magistrat remplacé, lorsque le magistrat suppléant remplit régulièrement toutes les fonctions de celui-ci.

En aucun cas, le montant de l'indemnité proportionnelle ne peut dépasser celui de l'indemnité forfaitaire.

Le Ministre de la Justice fixe les modalités d'application du présent article."

Article 3.-

La loi du 21 février 1948, relative aux indemnités à accorder aux magistrats suppléants remplissant régulièrement des fonctions de magistrat effectif, est abrogée.

Article 4.-

La présente loi sort ses effets à dater du 3 septembre 1944.

Donné à

PAR LE REGENT;
Le Ministre de la Justice,

I.

De Raad van State is van mening dat het de voorkeur verdient, de artikelen 228 en 229 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting elk in een afzonderlijk artikel te behandelen.

II

Wat het nieuw artikel 228 betreft (op te nemen in artikel 1 van het ontwerp):

In dit artikel tracht het ontwerp de bepalingen samen te smelten, die vervat waren in de vroegere artikelen 228 en 229, welke allebei handelden over het geval waarin de plaats open stond en bepaalden dat de plaatsvervanger, in zodanig geval, de helft van de jaarwedde trok.

Er bestond evenwel een belangrijk verschil tussen de twee vroegere artikelen.

Artikel 228 behelsde de vermelding "tijdens de duur der delegatie", die niet in artikel 229 voorkwam.

Uit dit verschil vloeit voort dat, onder de huidige wetgeving, de plaatsvervangende vrederechters van rechtswege de helft van hun jaarwedde ontvangen, van de dag af waarop zij, door het feit dat de plaats opengekomen is, werkelijk de functies van vrederechter vervullen, terwijl de plaatsvervangende rechters van eerste aanleg deze helft slechts ontvangen vanaf de delegatie die hun werd verleend. (zittijd 1947-1948, Senaat, Verslag van de Commissie van Justitie, Parl. Doc. nr 24).

In het nieuw artikel 228 bepaalt het ontwerp dat,

wanneer een plaats openstaat en indien er delegatie plaats heeft, de plaatsvervanger de helft van de jaarwedde zal ontvangen, hetzij het gaat om een plaatsvervangend vrede-rechter, hetzij het een plaatsvervangend rechter in een rechtbank van eerste aanleg betreft.

Aangezien de overheid, die de plaatsvervangende vrederechter zou delegeren, niet door de wet wordt aange-wezen (het vroegere artikel 229 hield geen rekening met zulk een delegatie), meent de Raad van State dat het beter zou zijn de woorden "gedurende hun waarneming" uit de tekst van het ontwerp weg te laten.

De aldus voorgestelde wijziging zou als gevolg hebben de aenmaking van het regime, dat op de twee categorieën van rechters van toepassing is, te verwezenlijken in die zin dat beide de helft van hun jaarwedde zouden trekken, vanaf de dag waarop zij werkelijk openstaande functies waarnemen.

III

Een plaats kan openvallen niet alleen wanneer een van de in alinea 2 van artikel 229 van het ontwerp opgesomde eventualiteiten zich voordoet, maar eveneens wanneer een magistraat vervallen is en - voor de magistraten der parketten - wanneer hij ontzet of afgezet is.

IV.

De wet van 20 Juli 1926 is niet uitsluitend op de vrede-gerechten toepasselijk. Dienvolgens meent de Raad van State dat het de voorkeur verdient in alinea 2 van artikel 229 de term "vrederechter" te vervangen door "magistraat".

Aangezien de memorie van toelichting betreffende de vrede-gerechten slechts een zuiver feitelijke bevestiging geeft, komt de voorgestelde wijziging overeen met de inzichten van de regering.

Artikel 3 van het ontwerp neemt artikel 3 van de wet van 21 Februari 1948 over.

De terugwerkende kracht, die reeds in die laatste wet was voorzien, heeft men verantwoord door de noodzaak om een vergoeding toe te kennen aan de magistraten, welke sedert de bevrijding functies van plaatsvervanger hebben waargenomen, zonder wettelijk op die vergoeding te kunnen aanspraak maken (Zittijd 1947-1948, Senaat, Verslag van de Commissie van Justitie, Parl. Doc. nr 24; Kamer, Verslag, Parl. Doc. nr 131).

VI.

Luidens het ontwerp zal de Minister van Justitie de toepassingsmodaliteiten van artikel 229 vaststellen. Zulk een bepaling is noch in feite noch in rechte in tegenspraak met de macht tot algemene reglementering die de Koning uit artikel 67 van de Grondwet haalt.

Daar zij een strikt omgrensde delegatie van bevoegdheden behelst, blijft zij binnen de normen van een interpretatie, waarvan in het Belgisch publiekrecht talrijke voorbeelden te vinden zijn.

VIII.

De wet van 21 Februari 1948 heeft twee soorten van vergoedingen in het leven geroepen: " een evenredige maandelijksse vergoeding " ten bate van de plaatsvervangende magistraat die niet alle functies van werkende magistraat vervult (artikel 1) en een vergoeding die de helft van de aan de functie van de vervangen magistraat verbonden wedde bedraagt, ten behoeve van de plaatsvervanger die alle functie van de werkende magistraat waarneemt (artikel 2).

Teneinde een klaardere tekst te bekomen stelt de Raad van State voor, die vergoedingen naar hun aard te kwalificeren: namelijk voor de eerstgenoemde de formule "evenredige vergoeding" aan de wet van 21 Februari 1948 te ontleunen, en aan de andere de benaming "forfaitaire

vergoeding" te geven, hetgeen overeenstemt met de aard van de vergoeding die bij bovengenoemd artikel 2 werd ingesteld.

*

*

*

Bovendien meent de Raad van State dat aan de vorm van het ontwerp enkele wijzigingen kunnen worden aangebracht. Zij zijn in de hieronder voorgestelde tekst opgenomen.

Ontwerp van wet, betreffende de vergoedingen toe te kennen aan de plaatsvervangende magistraten.

KAREL, Prins van België,

Regent van het Koninkrijk,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

De Minister van Justitie is gelast in Onze Naam, bij de wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen waarvan de tekst volgt:

Artikel 1.-

Artikel 228 van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, wordt door de volgende bepalingen vervangen:

"Artikel 228.- Wanneer een plaats open staat, ontvangen de plaatsvervangende rechter, die geroepen wordt om tijdelijk het ambt van rechter of van substituut waar te nemen, en de plaatsvervangende vrederechter, die geroepen wordt om tijdelijk het ambt van vrederechter waar te nemen, de helft van de aan dit ambt verbonden jaarwedde".

Artikel 2.-

Artikel 229 van dezelfde wet, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 Juli 1933, wordt door de volgende bepalingen vervangen:

"Artikel 229.- De plaatsvervangende magistraat heeft, onder de hieronder vastgestelde voorwaarden, recht op een maandelijkse vergoeding:"

- 1° wanneer hij een tot andere functies gedelegeerd titularis vervangt;
- 2° wanneer hij een titularis vervangt, die ter uitvoering van artikel 33, § 2 van de wet van 18 October 1908 gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 18 Mei 1929 gemachtigd werd een post in de magistratuur van de Kolonie te aanvaarden;
- 3° wanneer hij een tot andere functies benoemd, onrust gesteld, ontslagnemend, ontzet, afgezet, vervallen of overleden titularis vervangt, in het geval waarin de wet van 20 Juli 1926 tot schorsing van sommige rechterlijke benoemingen geen benoemingen toelaat.

De maandelijkse vergoeding is evenredig aan de geleverde praestaties wanneer de plaatsvervangende magistraat gedurende tenminste drie opeenvolgende maanden, regelmatig functies van werkend magistraat waarneemt.

De maandelijkse vergoeding is forfaitair en bepaald op de helft van de aan het ambt van ^{de} vervangen magistraat verbonden jaarwedde, wanneer de plaatsvervangende magistraat regelmatig alle functies van deze laatste waarneemt.

In geen enkel geval mag het bedrag van de evenredige vergoeding hoger zijn dan dat van de forfaitaire vergoeding.

De Minister van Justitie bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel".

Artikel 3.-

De wet van 21 Februari 1948 betreffende de vergoedingen toe te kennen aan de plaatsvervangende magistraten, die regelmatig functies van werkend magistraat waarnemen, wordt opgeheven.

Artikel 4.-

Deze wet treedt in werking met ingang van 3 September 1944.

Gegeven te

VANWEGE DE REGENT :
De Minister van Justitie,

Etaient présents :

Waren aanwezig :

Messieurs : J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président
De Heren :	eerste-voorzitter van de Raad van State	voorzitter

V. DEVAUX,	conseillers d'Etat
M. SOMERHAUSEN,	raadsheren van State

G. DOR	assesseurs de la section
L. FREDERICQ	de législation,
	bijzitters van de afdeling
	wetgeving,

G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. SUETENS, président,

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse
tekst werd nagezien onder toe-
zicht van de H. SUETENS, voorzitter,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,